

Décret du 11 mars 1946 portant organisation du brevet sportif populaire.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 10 mars 1937 relatif à l'organisation du brevet sportif populaire;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Décède:

Art. 1^{er}. — Le décret du 10 mars 1937 relatif à l'organisation du brevet sportif populaire est abrogé.

Il est remplacé par les dispositions suivantes.

Art. 2. — Le brevet sportif populaire comporte plusieurs échelons correspondant aux différents âges.

Brevet masculin:

1^{er} échelon, treize et quatorze ans: minimes.

2^e échelon, quinze et seize ans: cadets.

3^e échelon, dix-sept et dix-huit ans: juniors.

4^e échelon, dix-neuf à trente-quatre ans: seniors.

5^e échelon, plus de trente-quatre ans: vétérans.

Brevet féminin:

1^{er} échelon, douze et treize ans: minimes.

2^e échelon, quatorze et quinze ans: cadettes.

3^e échelon, seize, dix-sept, dix-huit ans: juniors.

4^e échelon, dix-neuf ans et plus: seniors.

Pour ces différents échelons, les limites d'âge correspondent à l'âge atteint au 1^{er} janvier de l'année de l'examen.

Art. 3. — Le brevet sportif populaire comprend à chacun de ses échelons des épreuves de course, saut, lancer, grimper, natation dont les caractéristiques sont fixées par arrêté ministériel.

Art. 4. — Il est institué un brevet sportif populaire supérieur masculin et féminin qui comporte un échelon unique dans chaque catégorie.

Art. 5. — La liste et les caractéristiques des épreuves du brevet sportif populaire supérieur seront fixées par arrêté ministériel.

Art. 6. — L'obtention du brevet sportif populaire ou du brevet sportif populaire supérieur donnera droit au port d'un insigne spécial dont le modèle sera arrêté par le ministre de l'éducation nationale.

Art. 7. — Un arrêté ministériel déterminera les conditions d'organisation des épreuves.

Art. 8. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAROGLEN.

Décret du 12 mars 1946 portant admission à la retraite (direction des bibliothèques et de la lecture publique).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu la loi du 11 avril 1924 sur les pensions de retraite,

Décède:

Art. 1^{er}. — M. Marcel Bouteron, directeur des bibliothèques de France et de la lecture publique, membre de l'institut, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, pour ancienneté d'âge et de service.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAROGLEN.

Décret du 12 mars 1946 portant nomination du directeur des bibliothèques et de la lecture publique.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 18 août 1945 fixant le nombre des emplois de chaque catégorie au ministère de l'éducation nationale;

Vu le décret du 18 août 1945 portant organisation de la direction générale des arts et des lettres,

Décède:

Art. 1^{er}. — M. Julien Caïn, administrateur général de la bibliothèque nationale, est délégué dans les fonctions de directeur des bibliothèques de France et de la lecture publique, en remplacement de M. Marcel Bouteron, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Art. 2. — M. Julien Caïn percevra une indemnité égale à la différence entre le traitement de directeur des bibliothèques de la France et de la lecture publique et celui d'administrateur général de la bibliothèque nationale.

Art. 3. — M. Julien Caïn restera chargé des fonctions d'administrateur général de la bibliothèque nationale.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République:

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAROGLEN.

Règles d'avances auprès des centrales de prêt.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de l'économie nationale et des finances,

Vu l'ordonnance n° 45-2678 du 1915 créant une bibliothèque prêt dans certains départements;

Vu l'article 91 du décret du 31 mars 1945 relatif au règlement général sur la comptabilité publique,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Il est créé auprès des bibliothèques centrales de prêt dans certains départements, en application des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1915, une régie d'avances pour le paiement des menues dépenses.

Art. 2. — Le montant maximum des avances susceptibles d'être consenties aux régisseurs est fixé à 25.000 F.

Il sera justifié dans le délai d'un mois dans les conditions prévues par les règlements sur la comptabilité publique.

Art. 3. — Les régisseurs d'avances sont nommés par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 4. — Le directeur de l'administration générale du ministère de l'éducation nationale et le directeur de la comptabilité au ministère de l'économie nationale et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 1946.

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAROGLEN.

Pour le ministre de l'économie nationale et des finances:

Le directeur du cabinet,
GUSTAVE RAMON.

Règles d'avances auprès des bibliothèques régionales.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de l'économie nationale et des finances,

Vu l'ordonnance n° 45-2191 du 1915, créant des centres régionaux de bibliothèques;

Vu l'article 91 du décret du 31 mars 1945 relatif au règlement général sur la comptabilité publique,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Il est créé auprès de centres régionaux de bibliothèques, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2191 du 21 octobre 1915, d'avances pour le paiement des menues dépenses de ces services.

Art. 2. — Le montant maximum des avances susceptibles d'être consenties aux régisseurs est fixé à 25.000 F.

Il sera justifié dans le délai d'un mois dans les conditions prévues par les règlements sur la comptabilité publique.

Art. 3. — Les régisseurs d'avances sont nommés par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 4. — Le directeur de l'administration générale du ministère de l'éducation nationale et le directeur de la comptabilité au ministère de l'économie nationale et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 1946.

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAROGLEN.

Pour le ministre de l'économie nationale et des finances:

Le directeur du cabinet,
GUSTAVE RAMON.